

Une grève qui énerve de plus en plus

La grève des TEC énerve de plus en plus de monde.

Alors que l'idée d'un service de continuité revient, des usagers appellent à manifester.

Le bras de fer est engagé entre grévistes et direction des TEC. Les premiers n'entendent pas arrêter leurs mouvements, les seconds ne veulent rien céder. Résultat, les bus sont restés aux dépôts et les usagers sur le carreau. Le ras-le-bol est palpable.

Hier, seuls 15 à 20 % des bus TEC circulaient dans la région Liège-Verviers. Les dépôts de Robermont, Jemeppe, Rocourt et Bassenge étaient bloqués. Et le porte-parole de la zone n'était guère optimiste : « *J'ai les pires craintes quant à l'évolution de la situation* ».

D'autant que, comme annoncé, le mouvement a pris de l'ampleur. Une partie des collègues des TEC Namur-Luxembourg a débrayé. Mais pour d'autres raisons. Il s'agissait ici de protester contre le fait que certains travailleurs de la zone, qui avaient obtenu le droit d'être mutés vers le dépôt de Saint-Hubert, n'ont finalement pas été affectés à cette unité. Mais en matinée, seuls 3 bus sur 10 ne roulaient pas à Namur, 10 % à Andenne et Florennes, et la situation était quasi normale dans le sud de la province du Luxembourg.

Mais ces différents mouvements de grève, surtout celui de Liège, ne font pas l'unanimité. Hier, le syndicat chrétien (CSC) a demandé aux travailleurs de « *reconsidérer leur mouvement de grève en un mouvement qui ne paralyse pas la sortie des bus* ».

Du côté de la CGSP, on préférerait rejeter la faute sur la direction, qui

pourrait « *facilement solutionner* (le conflit, NDLR) *si elle en avait la volonté* ». Le syndicat socialiste a accusé les administrateurs généraux de TEC de vouloir « *exploiter la moindre tension sociale pour mettre le ministre Philippe Henry en difficulté, jusqu'à utiliser les revendications des travailleurs pour faire monter la température* » à un moment où se négocie le nouveau contrat de service public des TEC.

Des accusations qualifiées de « *grotesques* » par la direction. « *Il faut vraiment être à court d'arguments pour en arriver là* ». Ambiance.

Pendant ce temps-là, la population

est prise au piège. Et commence à perdre patience. Un appel à manifester a d'ailleurs été lancé sur Facebook. Plusieurs milliers de personnes ont annoncé leur présence ce samedi à 14 h devant la maison des TEC de la place Saint-Lambert à Liège. Reste à voir si elles y seront vraiment.

Consciente du ras-le-bol des citoyens, l'Union wallonne des entreprises a, pour sa part, dénoncé un « *abus flagrant du droit de grève* ». Avant de plaider, comme le député François Bellot (ci-contre), pour une obligation de service minimum. ■

F.-X. G. (avec Belga)



Les bus coincés aux dépôts, ce sont à nouveau les usagers qui ont dû désertier les abribus hier.

INTERVIEW • François BELLOT MR



François Bellot défend son projet de loi pour obliger un service minimum en cas de grève.

François Bellot, vous êtes sénateur MR. Vous revenez avec votre proposition de loi pour un service minimum. Votre projet date de 2007. Force est de constater que ça ne fonctionne pas. Cette proposition a énormément évolué depuis 2007. On appelle ça aujourd'hui « *continuité du service public* ». C'est l'idée d'une négociation individuelle au sein de chaque entreprise publique. Lorsque les con-

« Il faut une continuité du service »

trats de gestions seront établis, le ministre de tutelle et les entreprises publiques devront fixer ensemble les conditions de cette continuité.

Quelle différence entre un service minimum et une continuité ?

La concertation au sein de chaque entreprise publique. Nous sommes partis de ce qui s'est passé à la SNCB. En 2009, la ministre Vervotte a négocié que les grèves sauvages ne pourraient plus être déclenchées, notamment en cas d'agression de contrôleurs. En contrepartie, elle a mis un service en place pour que les contrôleurs puissent être aidés en cas d'incident. Les organisations syndicales se sont engagées à ne plus couvrir ce type de grève sauvage.

C'est ce qu'il faut faire aussi avec les bus wallons ?

Oui. Vous remarquerez combien cette fois-ci le mouvement est complètement impopulaire. La Belgique est un exemple unique en Europe, à une ex-

ception près. Tous les autres pays ont des conditions minimales de services aux gens à respecter en cas de grève. Même l'Italie. Et certains pays ne peuvent pas du tout stopper le transport d'usagers. Là, les travailleurs doivent trouver d'autres moyens d'exprimer leur mécontentement.

Vous êtes contre le droit de grève ?

Mais pas du tout. On ne remet pas ce droit en cause. Mais regardez ce qui se passe. Cela peut prendre des dimensions qu'on n'imagine pas. Des enfants laissés à un arrêt. Des parents obligés de prendre congé pour conduire leurs enfants à l'école. Ou pire. Lorsque Tecteo a fait grève, des personnes sous respirateurs artificiels se sont retrouvées sans électricité pour alimenter leur appareil et sans téléphone pour prévenir. Vous imaginez ?

Oui. Mais chaque fois qu'une grève est déclenchée, on parle de ce service minimum. Et puis, cela reste un vœu

pieux.

J'entends un double discours chaque fois. Un à Namur où on dit qu'il faut le service minimum. Et puis, au fédéral, car c'est là qu'il faut décider, rien. J'invite le cdH, en particulier, à se joindre à nous sur cette proposition concrète et efficace. La proposition du MR est l'un des trois projets qui sont sur la table.

Trois propositions en concurrence ?

Non. Les propositions de l'Open-VLD et de la N-VA sont plus extrêmes, surtout celle de la N-VA. Eux exigent un service minimum imposé d'en haut directement. Nous proposons une concertation. Mais il faut que ça bouge maintenant. Ce qui se passe est inacceptable. Et que les chauffeurs de bus fassent attention. Ils sont en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis. En province du Luxembourg, les transports assurés par des sociétés privées roulent normalement aujourd'hui. Ils ne s'arrêtent pas, eux. ■

C.Érn.